

UGANDA

CONVENTION DE MISE EN OEUVRE  
relative au suivi et à la mise en œuvre financière de

« Sector Budget Support for the implementation of the Health Sector Strategic and Investment Plan (2010/11 – 2014/15) - HSSIP »

NN : 3011526

N° CTB : UGA1202511

Allocation de base: 54 145 445

Entre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de la Coopération au Développement ou son délégué;

D'une part,

Et :

La Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social rue Haute 147, 1000 Bruxelles, représentée par J. Valkeniers et E. Goolen, Administrateurs;

Ci-après dénommée « la CTB »,

D'autre part,

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale, ci-après dénommée « la Loi portant création de la CTB »;

Vu l'arrêté royal du 5 août 2006 portant assentiment au troisième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public à finalité sociale « Coopération technique belge », ci-après dénommé « le Contrat de gestion »;

Vu le « Vade-mecum pour l'aide budgétaire belge » approuvé par le Ministre de la Coopération au Développement et le Ministre du Budget par échange de lettres datées du 10/04/2008, ci-après dénommé « Vade-mecum »;

Vu la convention spécifique dénommée « Sector Budget Support for the implementation of the Health Sector Strategic and Investment Plan (2010/11 – 2014/15) - HSSIP » conclue entre le Royaume de Belgique et l'Ouganda en date du 12/11/2012 ci-après dénommée « la Convention Spécifique »;

Vu le Memorandum of Understanding (« Country Compact ») entre « Le Gouvernement de l'Ouganda » et « les partenaires au développement en santé » relatif à « HSSIP » signé le 22 novembre 2010 à Kampala;

Vu le « Dossier de Base » approuvé le 18 novembre 2005 par le Ministre de la Coopération au Développement;

Vu la Note Technique « Budget Support Uganda Health Sector » du 24/02/11 ;

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1<sup>er</sup> Objet de la Convention

L'Etat charge la CTB du suivi et de la mise en œuvre financière relatifs au « **HSSIP** », selon les dispositions reprises dans les annexes de la présente Convention de mise en œuvre, ci-après dénommée « la Convention de mise en œuvre ».

Ladite Convention de mise en œuvre définit:

1. l'expertise fournie par la CTB pour le suivi financier et technique du « **HSSIP** » selon les dispositions de l'annexe 1. Pour assurer cette expertise, la CTB:

- recrutera deux conseillers(ères) techniques pour une période de maximum 36 hommes / mois. Il s'agit d'un(e) Expert(e) Santé et d'un(e) Expert(e) PFM. Celui(elle)-ci travaillera pour moitié pour le programme Health Sector Budget Support et pour l'autre moitié pour le programme Education Sector Budget Support ;
- Si ces(tes) experts(es) n'ont pas été recruté(e)s dans les 6 mois après la signature de cette convention, la CTB assurera le suivi temporaire du dossier sur base d'expertise de courte durée. Les conseillers(ères) techniques seront engagé(e)s au plus tard six mois après la signature de ladite convention de mise en œuvre et pour la durée de la Convention de Mise en œuvre;
- participera aux Missions de Revue Conjointes si l'organisation de ces missions le permet par l'intermédiaire des experts de la CTB. En cas de nécessité, une mission de suivi sera réalisée annuellement.
- Réalisera conjointement avec des autres partenaires de développement des études techniques et si nécessaires des audits externes.

2. la contribution financière de l'Etat belge au « **HSSIP** » aura lieu selon les modalités de versement décrites à l'article 3 de la Convention spécifique et les dispositions de l'article 2 de la Convention de mise en œuvre.

## Article 2

### Prix, don et financement

#### 2.1. Prix de l'expertise

Le prix pour l'exécution du suivi du « HSSIP » est de 1.297.850€ (un million deux cent quatre vingt-dix sept mille huit cent cinquante euros).

Composition du prix:

- coût de l'expertise : 1.285.000 euros (un million deux cent quatre vingt cinq mille euros);
- bénéfice autorisé de 1 % du coût de l'expertise : 12.850 euros (douze mille huit cent cinquante euros);

La composition de ce prix figure dans le plan financier de synthèse qui se trouve en annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la présente Convention de mise en œuvre.

#### 2.2. Don de la Belgique

Le don de la Belgique pour le « HSSIP » est de 10.000.000 € (dix millions d'euros) conformément à l'art. 3 de la Convention spécifique.

La composition de ce don figure dans le plan financier de synthèse qui se trouve en annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la présente Convention de mise en œuvre.

#### 2.3. Financement

##### 2.3.1. Expertise

###### Appel de fonds

Dès signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduira à la DGD une demande d'avance, égale à 100 % du montant du coût estimé par la CTB pour le premier semestre. Cette avance constituera un fond de roulement.

Ensuite, chaque trimestre, la CTB introduira, à la DGD, une facture sur base des dépenses réellement encourues.

Chaque facture sera payable par la DGD à la CTB au plus tard 56 jours calendriers après réception.

La demande d'avance viendra en déduction des factures de frais réels à la fin du projet.

###### Justification

Au plus tard, six mois après l'échéance de la Convention de mise en œuvre et de ses annexes, la CTB introduira un récapitulatif à la DGD, sur base des dépenses réellement encourues pendant toute la période reprenant la clôture financière de la prestation.

Le relevé de toutes dépenses sera joint au récapitulatif et sera attesté par un membre du Collège des Commissaires comme des coûts enregistrés dans la comptabilité de la CTB.

Un remboursement à l'Etat Belge des montants non dépensés par la CTB se fait au plus tard 56 jours après introduction du récapitulatif.

### 2.3.2. Don de la Belgique

#### Appel de fonds

Comme prévu à l'article 3 de la Convention spécifique, les tranches destinées au « HSSIP » seront libérées par la CTB au partenaire, pendant la période 2012-2013:

- une tranche de 5.000.000 € pour l'année budgétaire 2012
- une tranche de 5.000.000 € pour l'année budgétaire 2013

Dès la signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduit à l'état Belge une facture pour le versement de la première tranche, tel que stipulé à l'annexe 2 de la présente Convention de mise en œuvre. Les factures pour les tranches suivantes seront introduites par la CTB auprès de la DGD avec preuve de la réception de l'avance précédente et du versement au partenaire de la tranche précédente ainsi que le rapport du versement de la tranche précédente avec l'avis de l'Attaché.

Les factures seront honorées au plus tard à la CTB 56 jours après réception de la facture.

La CTB n'effectuera aucun versement au partenaire, si le paiement de la facture n'a pas été effectué.

#### Mécanisme de paiement des tranches au Partenaire

Les conditionnalités pour les versements sont décrites dans la Convention spécifique à l'article 3.

En cas de non-objection de l'Attaché et l'Inspection de Finances dans les délais décrits dans le Vade-mecum, la CTB notifie cette décision au partenaire et effectue le paiement.

### **Article 3**

#### **Modalités de suivi de la mise en œuvre financière relative au « HSSIP »**

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à exécuter leurs obligations de bonne foi et à se porter mutuellement assistance pour la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

L'Etat belge notifiera au partenaire et aux autres bailleurs de fonds appuyant le « HSSIP » les tâches et rôles dévolus à la CTB par la présente Convention de mise en œuvre.

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à informer l'autre partie sans délai de toute correspondance ou modification relatives aux dispositions de la Convention Spécifique ou toute autre information relative à la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

#### **Article 4**

##### **Procédure de modification**

Toute modification de cette Convention de mise en œuvre se fera par simple avenant entre les Parties.

#### **Article 5**

##### **Rapports**

La CTB établira les rapports conformément au contenu et au timing décrits dans le Vade-mecum (inclus les annexes).

#### **Article 6**

##### **Réception de la prestation**

La réception de la prestation consiste en l'approbation par l'Etat belge du rapport final de la prestation de coopération mentionné à l'annexe 3 de la présente convention de mise en œuvre. Cette réception intervient dans les 60 jours à dater de l'introduction du rapport final auprès de l'Etat belge et, le cas échéant, dans les 60 jours de la transmission à l'Etat belge des réponses aux questions que ce dernier aurait formulées sur le rapport final.

#### **Article 7**

##### **Durée de la Convention**

La présente Convention de mise en œuvre entre en vigueur le jour de sa notification et vient à échéance trois mois après la fin de l'expertise prévue en article 1 de la présente Convention de mise en œuvre.

La durée de la présente Convention de mise en œuvre n'est pas affectée par l'échéance du Contrat de Gestion.

Le Ministre dont relève la CTB peut suspendre la Convention de mise en œuvre ou y mettre fin dans les conditions prévues à l'article 19 du Contrat de Gestion.

#### **Article 8**

##### **Dispositions finales**

Toutes les notifications prévues par la présente Convention de mise en œuvre sont adressées, moyennant accusé de réception, pour la CTB à Monsieur le Président du Comité de Direction et pour l'Etat au Ministre ou à son délégué.

La présente Convention de mise en œuvre est soumise au droit belge et annule toute convention de mise en œuvre antécédente.

Fait à Bruxelles, le 14 novembre 2012, en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la CTB,

Pour l'Etat belge,



.....

Paul MAGNETTE


Administrateur

Ministre de la Coopération au Développement ou son délégué

et **Dr. J. Valkeniers,**  
suppléant du Président du Conseil d'Administration

.....  
Administrateur

Visé le – Geviseerd op 7.03.2012



E. Godin



Alice Baudine  
Regeringscommissaris

## Annexe 1 : Termes de Référence de l'expert CTB

### ToR Health Sector Advisor - Uganda

#### Background

Belgium has supported the Health Sector of Uganda with 18 million euros of sector budget support over the past 5 years and is a historical donor in the sector. It has contributed to the financing of the implementation of the HSSP II. The Belgian Development Cooperation is committed to a sector wide approach (SWAp) to health development and is, together with other actors, therefore advocating for coordination and partnership with all stakeholders involved in health sector.

Uganda approved during the 2010 Joint Review Mission the "Health Sector Strategic & Investment Plan 2010/11-2014/15" (HSSIP) and a new MoU, called Country Compact under the IHP+, was signed. Belgium has decided to engage further budget support to the health sector through HSSIP during the next two years with a possible additional contribution of 10 million euros.

Within this context, the Belgian Development Agency (BTC), responsible for monitoring of this support, will recruit a "**Health Sector Budget Support Advisor**". Informing and working together with the Attaché for International Cooperation at the Belgian Embassy, who has the political responsibility of the Belgian support, he/she will provide input to the ongoing health policy and technical dialogue with the Government of Uganda. In coordination and liaison with the Health Development Partners (HDP) Group, the advisor will provide technical input to the health SWAp, HSSIP and the government's reforms to be undertaken in the health sector.

#### Objectives

The Health Sector Budget Support Advisor will fulfil two main objectives:

- The expert will be in charge of the disbursement report that advises on the release of budget support installments.
- The expert will, in straight coordination with the Attaché and the HDP Group, monitor and follow up on Uganda's health sector and contribute to advancing the health reform and HSSIP through policy dialogue. The expert will report on this monitoring.

#### 1. Support to the Belgian Cooperation

- Report to the Attaché, BTC and the Budget Support Working Group with regards to HSSIP implementation and policy dialogue in the health sector, as provided in the Vademecum for Budget Support.
- Provide technical and policy advice to the Attaché with regards to his/her positioning on health policy issues through regular meetings and brief notes. Assist and advise the Attaché in the Health Policy Advisory Committee (HPAC), HDP and other relevant meetings.
- If and when required, provide the Attaché with information and advice on health-related matters arising within the Joint Budget Support Framework (JBSF).
- Make sure the new policies and/or critical issues raised regarding public health in technical working group (TWG) meetings are brought up, in due time, to the attention of the Attaché.
- Contribute actively to the existing technical coordination mechanisms of the Belgian support to the Health sector. Support capitalization in order to feed into future Belgian interventions through

documenting the implementation process and sharing experience; exchanging expertise and programme results with other BTC interventions and Belgian actors involved in the health sector and / or in budget support modalities

- Participate for the health sector in the meetings of the Joint Budget Support Framework (JBSF) Task Force if she/he gets the mandate of the HDP Group.
- Participate actively in the processes on the development and the realization of the Indicative Cooperation Programmes (ICP) in Uganda.
- Seek an active interaction with stakeholders in MoH and document the Belgian portfolio approach in the sector.

## **2. Support to the SWAp coordination mechanism in the health sector**

- Actively participate in the analysis of the sector policies and planning and specifically in analyzing priorities for action in the sector.
- Actively participate in the technical working groups responsible for the programme follow-up with a focus on budget analysis and public finance management within the health sector, including the analysis of the Office of the Auditor General's reports for the health sector.
- Participate in the organisation and preparation of the annual sector reviews and related field missions.
- Actively support donor coordination towards an active partnership approach to programme follow-up and policy dialogue with the Ugandan authorities, by providing support to the Attaché and the chair of the Health Development Partners group.
- Establish, maintain and develop good working relations with the Government ministries (Ministry of Health, Ministry of Local Government, Ministry of Finance, Planning and Economic Development, Office of the Prime Minister, etc.), relevant institutions and all partners involved in HSSIP.
- Ensure the timely provision of input on the performance of the health sector to the taskforce of the Joint Budget Support Framework. Advocate and work proactively with all stakeholders in the planning, the implementation and the monitoring of all health sector related issues of the JBSF.

## **3. Support to the overall functioning of the Ugandan health system**

- Follow up and undertake analysis of the implementation of current Health Sector Strategic and Investment Plan (HSSIP) in collaboration with the BTC PFM expert in the field.
- Monitor identified risk factors and constructively collaborate with the partner authorities within the policy dialogue to implement mitigating actions.
- Develop, maintain and share an in-depth knowledge and understanding of HSSIP and the health sector, including through networking with local actors (e.g. Civil Society Organisations).
- Do sufficient field missions to test the progress in managing health services at district level. Field missions will be aligned as much as possible to Ministry of Health (MoH) and HDP Group initiatives or the BTC-Capacity Building Project in MoH.



#### **4. Reporting**

- Provide quarterly reports (2 progress reports, 1 annual report, 1 disbursement report) to the Attaché, the Resident Representative of BTC, and the Budget Support Working Group (DGD-BTC-Minister in Brussels) with regard to health sector performance and policy dialogue, as provided in the Vademecum for Budget Support. Quality assurance of the reports will be done first by the Departments of Expertise (for progress reporting) and Finance (for the disbursement reports) in BTC Brussels, then by the ResRep, who officially submits the reports to the Attaché in time. These reports shall be done jointly with the PFM expert (ie. One quarterly report per budget support operation).
- In particular, for the disbursement reports, the adviser will systematically check whether the conditions for disbursement as defined in the Specific Agreement are met. She/he will, after internal quality check, formulate a clear advice to the Attaché in this respect. The Attaché will submit the Report to the Inspector of Finance.
- Facilitate the release of Belgium's contribution to sector budget support.

#### **5. Qualifications and experience required**

##### **Degree**

- Medical doctor.
- A Post-graduate degree in Public Health is a plus

##### **Experience and skills**

- At least 4 years of proven experience working with health sector reforms, budget support and donor coordination in low-income countries, preferably in Anglophone Africa
- Between 3 to 5 years of experience working in the health sector, especially in health service organization and / or institutional strengthening are an important asset
- Knowledge of Public Finance Management is desirable
- Experience working in Monitoring and Evaluation methods is an asset
- Cooperative and networking attitude and experience of working in multi-disciplinary team settings.
- A high degree of questioning business as usual, drive, self-motivation and ability to work independently with minimum supervision
- Negotiation and diplomatic skills
- Analytical skills and critical attitude
- Extensive professional experience in a multicultural context
- Good communicator.
- Good reporting and writing skills
- English proficiency, both in speaking and writing. Knowledge of Dutch or French is an asset.

#### **6. Work modalities**

Work under the leadership of the BTC Resident Representative (ResRep) and in collaboration with the PFM expert, other Technical Assistants and the Attaché in order to ensure the overall coherence of the

Belgian health portfolio. The BTC ResRep represents the BTC in the field and is therefore the hierarchical superior of the experts.

## **7. Regulatory framework**

The follow-up of the Belgian contribution to the BS programme will be done according to the principles and tasks set out in following official documents:

- Vademecum for Budget Support
- Specific Agreement on the contribution between Belgium and Uganda
- Implementation Agreement (CMO) between DGD and BTC
- Country Compact signed by the Health Development Partners and the Government of Uganda (MoH)
- The follow-up will be aligned as much as possible to the JBSF-framework.

## **ToR Public Finance Management expert - Uganda**

### **Background**

Belgium provides budget support to the health and education sector in Uganda. Through this budget support, Belgium contributes to the Education Sector Strategic Plan (ESSP), the Universal Post-primary Education and Training (UPPET) strategy and the Health Sector Strategy and Investment Plan (HSSIP). Along with the financial contribution, Belgium participates actively in the policy dialogue. These ToR are for a public finance management (PFM) expert who will follow both budget support operations and provide valuable expertise on PFM issues to the Belgian Cooperation, the Development Partners and the Government of Uganda. Additionally, an education and a health expert are assigned for each budget support operation. The PFM expert will work in collaboration with these two experts.

### **Objectives**

To strengthen harmonised support and monitoring of the health and education sector in Uganda, with the overall aim of ensuring that joint development assistance is used effectively and efficiently in reaching the MDGs within the health and education SWAps.

The expert will contribute to the disbursement reports that advise on the release of health and education sector budget support installments, in collaboration with the two BTC sector advisors.

### **1. Support to the Belgian Cooperation**

- Provide technical and policy advice to the Attaché with regard to his/her positioning on policy in PFM-related issues.

- Provide the Attaché with an analysis of the budget planning and execution in the education and health sector. Particularly, prior to Joint Sector Reviews and the Budget Framework conferences, making sure budgetary concerns are addressed appropriately.
- If and when required, provide the Attaché with information and advice on PFM matters arising within the Joint Budget Support Framework (JBSF).
- Make sure the new policies and/or critical issues raised regarding PFM in technical working group (TWG) meetings are brought up, in due time, to the attention of the Attaché.
- Contribute actively to the existing technical coordination mechanisms of the Belgian support to the Health and Education sector by exchanging information on health and education PFM issues, so as to promote a shared vision and a coherent approach.
- Provide PFM advice, reporting, and briefings under the lead of the Belgian BTC resident representative, in line with the Belgian Budget Support Vade-mecum.

## **2. Support to the SWAp coordination mechanism in the health and education sectors**

- Contribute to the achievement of more effective aid to the health and education sector through improved harmonisation, coordination of DPs and their alignment to the Sector Strategic Plan and policies, according to the principles of the Paris Declaration, the MoU for the health SWAp (Compact) and the MoU of the education SWAp.
- Actively participate in and contribute to TWG meetings related to PFM in the education and health sectors (ie. Health Financing TWG, M&E TWG and Budget TWG). In addition, participate in high-level fora of the policy dialogue of the health and education sector: the monthly Health Development Partners (HDP) meetings, the bi-monthly Health Policy Advisory Committee (HPAC) meetings, the Education Sector Consultative Committee (ESCC) meetings, and the Joint Budget Support Framework meetings.
- Actively participate in the (preparatory) meetings of the annual Joint Review Mission for health and education, strengthening the link between PFM at sector level and macro level. Contribute to the drafting of the summary reports together with the Attaché, other DPs and the MoH/MoES representatives.
- Liaise with other DPs engaged in Sector/General Budget Support and participate in the PFM-related joint missions (eg: PEFA, FRA etc) when appropriate.
- Analyse budget planning, budget execution, financial reporting, internal and external control systems in the health and education sector at central and local level and support the actors in both sector in these matters.
- Analyse the annual report of the Office of the Auditor General (OAG), share findings with donors and follow up on the recommendations and corrective measures with MoH/MoES.
- Establish, develop and maintain good working relations with the Government ministries (namely MoH, MoES, MoFPED, Local Governments), institutions and all partners involved in the education and health sector.

## **3. Support to the overall functioning of the Ugandan health and education systems**

- Follow up and undertake analysis of the implementation of current Health Sector Strategic and Investment Plan (HSSIP) and the Education Sector Strategy Plan (ESSP), the Universal Post-primary Education and Training (UPPET) strategy in collaboration with the BTC health and education experts in the field.

- Monitor identified risk factors and constructively collaborate with the partner authorities within the policy dialogue to implement mitigating actions. In particular:
  - Analyse Health budget and expenditure within the sector and within the national budget and share information with relevant stakeholders.
  - Analyse Education budget and expenditure within the sector and within the national budget and share information with relevant stakeholders.
  - Analyse annual audit reports (Auditor General's report), share and discuss findings in the education and health sector with DPG, MoH, MoES and MoFPED and follow up on recommendations and issues addressed in the reports.
- Present recommendations on planning, budget allocations and expenditures and PFM issues at sector level to the HPAC, HDP and ESCC.

#### **4. Reporting**

- Provide quarterly reports (2 progress reports, 1 annual report, 1 disbursement report) to the Attaché, the Resident Representative of BTC, and the Budget Support Working Group (DGD-BTC-Minister in Brussels) with regard to PFM and policy dialogue, as provided in the Vademecum for Budget Support. Quality assurance of the reports will be done first by the Departments of Expertise (for progress reporting) and Finance (for the disbursement reports) in BTC Brussels, then by the ResRep, who officially submits the reports to the Attaché in time. These reports shall be done jointly with the Education and Health experts (ie. One quarterly report per budget support operation).
- In particular, for the disbursement reports, the adviser will systematically check whether the conditions for disbursement as defined in the Specific Agreement are met. She/he will, after internal quality check, formulate a clear advice to the Attaché in this respect. The Attaché will submit the Report to the Inspector of Finance.
- In the Annual Reports the expert will include an updated description of the PFM system and PFM reform processes in place in Uganda, paying particular attention to the health and education sectors<sup>1</sup>.
- Facilitate the release of Belgium's contribution to sector budget support.

#### **5. Profile of the Public Finance Management (PFM) Expert**

##### **Degree**

- University degree in economics, public management, public administration, law, political science or related.

##### **Experience**

- A minimum of 3 years of experience in public financial management– all or partly in the field in developing countries or transitional countries.

##### **Skills**

- A high degree of questioning business as usual, drive, self-motivation and ability to work independently with minimum supervision
- Prepared to undertake frequent field trips

---

<sup>1</sup> (cf. format used in chapter 1 in TFF, JAR or Technical Notes)

- Cooperative and networking attitude and experience of working in multi-disciplinary team settings
- Demonstrated interpersonal, communication, reporting, diplomatic and negotiation skills
- Analytical skills and critical thinking.
- Negotiation and diplomatic skills
- Analytical skills and critical attitude
- Good organizational skills
- Extensive professional experience in a multicultural context
- Good communicator
- English proficiency, both in speaking and writing. Knowledge of Dutch and French is an asset.

#### 6. Work modalities

Work under the leadership of the BTC Resident Representative (ResRep) and in collaboration with the Public Health expert, the Education expert, other Technical Assistants and the Attaché in order to ensure the overall coherence of the Belgian health and education portfolio. The BTC ResRep represents the BTC in the field and is therefore the hierarchical superior of the experts.

#### 7. Regulatory framework

The follow-up of the Belgian contribution to the BS programme will be done according to the principles and tasks set out in following official documents:

- The Management contract between the Belgian State and BTC
- Vademecum for Budget Support
- Specific Agreement on the contribution between Belgium and the partner country (one for SBS health and one for SBS education)
- Implementation Agreement (CMO) between DGD and BTC
- MoU signed by the Development Partners (DPs) and partner country for each sector.
- The health policy note of the Belgian Cooperation



BELGIAN  
DEVELOPMENT AGENCY

BUDGET SUPPORT Health & PFM

Code Budget	Description des postes budgétaires	Code Tâche	Coût unitaire	Nombre	COUT TOTAL CONTRIBUTIO N BELGE	2012		2013		2014		2015	
						2ème semestre	1er semestre	2ème semestre	1er semestre	2ème semestre	1er semestre	2ème semestre	1er semestre
	<b>Prix : Expertise</b>												
A_01_01	HR Health International Expert BTC	Régle	15.000	36	540.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
A_01_02	PFM International Expert BTC	Régle	15.000	36	540.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
A_01_03	Missions International Expert	Régle			48.000	8.000	8.000	8.000	8.000	8.000	8.000	8.000	8.000
A_01_04	Operating Expenses	Régle			30.000	10.000		10.000					
A_01_05	Investments	Régle			25.000	25.000							
A_01_06	Monitoring and backstopping BTC HQ	Régle			42.000	8.000	6.000	8.000	6.000	8.000	6.000	8.000	6.000
A_01_07	Consultancy	Régle			60.000	20.000		20.000		20.000		20.000	
	<b>SOUS TOTAL</b>				<b>1.285.000</b>	<b>251.000</b>	<b>194.000</b>	<b>226.000</b>	<b>194.000</b>	<b>226.000</b>	<b>194.000</b>	<b>226.000</b>	<b>194.000</b>
	<b>Prix: Bénéfices</b>												
						12.850	1.940	2.260	1.940	2.260	1.940	2.260	1.940
	<b>SOUS TOTAL PRIX</b>				<b>1.297.850</b>	<b>253.510</b>	<b>195.940</b>	<b>228.260</b>	<b>195.940</b>	<b>228.260</b>	<b>195.940</b>	<b>228.260</b>	<b>195.940</b>
	<b>Don: Contribution au "Programme"</b>												
B_01_01	Art. 3 point 3.3 Convention Spécifique	Aide budgétaire			10.000.000	5.000.000		5.000.000					
	<b>SOUS TOTAL DON</b>				<b>10.000.000</b>	<b>5.000.000</b>	<b>-</b>	<b>5.000.000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	<b>TOTAL</b>				<b>11.297.850</b>	<b>5.253.510</b>	<b>195.940</b>	<b>5.228.260</b>	<b>195.940</b>	<b>228.260</b>	<b>195.940</b>	<b>228.260</b>	<b>195.940</b>